

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts):** Monsieur l'Orateur, le problème n'est pas nouveau. Nous avons toujours rencontré des difficultés, surtout les années où la montaison a été très faible. Nous autorisons un maximum de prises en mer, mais il nous faut conserver une réserve suffisante pour les années à venir. C'est le problème qui se pose à l'heure actuelle.

### L'HABITATION

#### LES SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION ET LE FISC

**M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de l'habitation. Comme des sociétés de construction en Grande-Bretagne ont réussi de façon extraordinaire à atténuer la pénurie de logements et comme le ministre a annoncé dernièrement qu'il allait rencontrer le ministre du Commerce de l'Ontario, celui-ci ayant exprimé son intention de demander qu'on modifie les lois fédérales relatives à l'impôt en vue de faciliter l'établissement de sociétés de ce genre ici, le ministre veut-il donner à la Chambre l'assurance bien nette qu'il ne rejettera pas cette excellente proposition au détriment des Canadiens, comme dans le cas de la demande constante en vue de supprimer la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction? Si je pose cette question c'est parce que, si je comprends bien, le gouvernement s'est fixé comme objectif de construire un million d'unités d'habitation d'ici un an et demi. Les intéressés auraient intérêt à connaître l'avis du ministre.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Il me faut signaler à l'honorable député que cette question est plus un discours qu'une question, et je ne crois pas qu'elle puisse être acceptée sous cette forme.

[Plus tard]

**M. Alexander:** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Ma question était irrecevable, semble-t-il, à cause des détails inutiles qui s'y ajoutaient. S'il plaît à Votre Honneur, j'aimerais que le ministre nous dise maintenant s'il sera favorable à la demande du ministre du Commerce de l'Ontario, lors de leur rencontre ces jours prochains.

**L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État):** Une rencontre est prévue pour mardi prochain entre le ministre du Commerce de l'Ontario, les fonctionnaires du Trésor de cette province, mon collègue, le ministre des Finances et moi-même. Nous ferons sûrement bon accueil aux recommandations concrètes de ces

messieurs et nous aurons un complet échange de vues sur la proposition dont le député a parlé, comme sur bien d'autres. En termes concrets, nous accueillerons volontiers les recommandations valables sans nous engager maintenant à les accepter ou à les rejeter définitivement.

**M. Alexander:** Je voudrais poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Apparemment, le ministre sera occupé durant les quelques prochains jours. Toutefois, étant donné qu'il a prévenu l'opposition qu'il fera une déclaration au sujet de la politique de rénovation urbaine, je me demande s'il peut nous dire maintenant si dans cette déclaration, il exposera certains principes directeurs précis concernant les logements sociaux.

**L'hon. M. Andras:** Il sera question des principes directeurs concernant les logements sociaux dans ma déclaration.

**M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova):** Le ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement a contingenté la construction d'habitations dans les Maritimes?

**L'hon. M. Andras:** Pas que je sache.

### LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

#### LE 3<sup>e</sup> VOLUME DU RAPPORT DE LA COMMISSION

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** J'aimerais demander au premier ministre pour quelle date on peut prévoir le dépôt du volume 3 du rapport de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Je vais me renseigner, monsieur l'Orateur.

### LA DÉFENSE NATIONALE

#### LA PROROGATION DU MANDAT DU COMITÉ PERMANENT

**M. Harold E. Winch (Vancouver-Est):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Envisage-t-on de renouveler pendant la session courante le mandat du comité de la défense, car les réunions préalablement prévues qui se tiennent présentement ne peuvent avoir aucun caractère officiel tant que le comité n'aura pas reçu les pouvoirs voulus?

**L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale):** Il me faudra quelques minutes pour reprendre mes esprits et bien comprendre la question.